

M. Christian Rakowsky ambassadeur des Soviets en France explique son attitude

Christian Rakowsky

[En août-septembre 1927, afin de torpiller les négociations franco-russes sur les emprunts, en bonne voie d'aboutir, les milieux réactionnaires français menèrent une intense campagne de presse contre Rakowsky, alors ambassadeur d'URSS à Paris. Le prétexte était la signature par ce dernier d'un texte de l'Opposition de gauche soviétique où, envisageant une guerre d'agression impérialiste contre l'URSS, on y appelait les soldats étrangers à désertier et à rejoindre l'Armée rouge. Le 7 octobre, le gouvernement français exigea du gouvernement soviétique le rappel de son ambassadeur. Après un premier refus exprimé par le Commissaire du peuple aux Affaires étrangères, Tchitchérine, la fraction Staline-Boukharine céda et Rakowsky quitta définitivement la France le 16 octobre 1927.]

Source: L'Œuvre, 7 septembre 1927, p. 1. Notes MIA

Visiblement on s'applique à faire tourner au scandale la campagne dirigée contre M. Rakowsky, ambassadeur des Soviets en France. De Royat, où il résidait pour sa santé, M. Rakowsky a fourni des explications sur le fait qu'on lui reproche : signature d'une déclaration russe de politique générale révolutionnaire – et, de Genève, M. Briand a fait savoir, dans le même temps, qu'il considérait, quant à lui, l'incident comme clos. Mais cela ne fait pas l'affaire des journaux qui poursuivent avant tout la rupture des relations diplomatiques de la France avec la Russie. Ils ont donc redoublé de violences. Nous avons pu voir hier M. Rakowsky et lui demander ce qu'il pensait de cette campagne. Voici très fidèlement rapporté ce qu'il nous a déclaré :

« Ce n'est pas – vous me croirez sans peine – la question de ma personnalité qui me préoccupe. Il s'agit d'une autre, infiniment plus importante : celle des relations de la France avec les Soviets.

« Certes, aussi bien pour le gouvernement français que pour l'opinion publique française les explications que mon gouvernement a données ne doivent laisser aucun doute sur la façon dont il envisage, en France et ailleurs, l'attitude de ses représentants diplomatiques.

« Il y a une autre question, sur laquelle je tiens à vous donner une explication. C'est celle-ci : y a-t-il eu opposition entre mon attitude en tant qu'homme politique, membre du Comité central de son parti, et celle que je dois avoir comme représentant diplomatique, accrédité auprès d'un gouvernement ami ?

« C'est ici que je proteste encore une fois de la manière la plus énergique contre toutes les insinuations de duplicité qu'on a dirigées contre moi. A cela j'oppose non pas de simples affirmations, mais la réalité contrôlée de mon activité en France, dont le caractère est connu même de mes adversaires.

« On a pu dire qu'en envisageant l'hypothèse d'une guerre contre les Soviets nous cédions à une sorte d'auto-suggestion d'un danger imaginaire. On a même affirmé que nous agitions le spectre de la guerre pour un but de politique intérieure. C'est faux¹. Mais il n'en est pas moins que depuis quelques mois, depuis la rupture anglo-russe, nous assistons à une véritable levée de boucliers contre l'Union des Soviets.

« C'est cette préoccupation qui a pesé sur les débats de la dernière session du comité central du parti communiste de Russie et c'est dans cette atmosphère qu'est né le document incriminé – lequel commence explicitement par envisager l'éventualité extrême de la guerre. Tout ce qui est dit dans ce document n'est que la reproduction de passages divers d'œuvres de Lénine et se rapporte à ce cas hypothétique...

« Comme je l'ai déjà dit dans ma déclaration de Royat², le document en question n'envisage aucun cas actuel et concret. C'est l'évidence même.

« Il est inutile de dire que le cas d'une guerre avec la France n'a jamais été envisagé. Je suis depuis deux ans à Paris et jamais l'idée d'une telle éventualité ne s'est présentée à mon esprit.

« C'est précisément parce que nous voulons éviter tout conflit général que nous cherchons, par le rapprochement avec les différents pays – et le rapprochement avec la France occupe une place importante dans les préoccupations de mon gouvernement – à assurer la sécurité du nôtre : qui donc nous en ferait grief ? »

La vérité est que, pour importante qu'elle puisse être, la personnalité de M. Rakowsky est bien moins en jeu, dans ce débat, que certains intérêts.

Victor Snell

1 Tout au long de l'année 1927, plusieurs incidents et crises diplomatiques avec les puissances impérialistes firent craindre la préparation d'une nouvelle guerre d'agression contre l'URSS. La véritable paranoïa instaurée par la direction stalinienne autour de cette menace, en partie surestimée, joua surtout un rôle prépondérant dans l'isolement et la répression menée contre l'Opposition unifiée.

2 Cette déclaration était rédigée comme suit : « M. Rakowsky, actuellement en traitement hors de Paris, communique par l'intermédiaire du Bureau de Presse de l'ambassade : 1° Je réprovoque d'une façon formelle et nette l'idée que des représentants de l'Union soviétique pourraient organiser l'insurrection ou la désertion sur le territoire de la France avec laquelle le gouvernement de l'Union entretient des relations pacifiques. Tout représentant diplomatique, tout collaborateur des institutions soviétiques qui, d'une manière quelconque, s'immiscerait dans les affaires intérieures de la France serait indigne de la confiance de son gouvernement et inapte à remplir la mission de rapprochement entre la France et l'Union soviétique ; 2° La déclaration, signée aussi par moi en ma qualité de membre du Comité Central du Parti communiste russe, envisage l'hypothèse de guerres éventuelles contre l'Union soviétique et, par conséquent, ne s'applique pas à un cas actuel concret. Encore moins, elle s'applique à la France dont l'opinion soviétique considère la politique vis-à-vis de la Russie comme une politique de paix ; 3° Ma signature sur le document incriminé ne peut autoriser, en ce qui concerne mon activité diplomatique, qu'une seule conclusion, à savoir : travailler avec la plus grande énergie encore pour écarter les différends existants entre la Russie et la France et augmenter ainsi les chances de la paix générale. Je proteste avec force contre toute autre interprétation de mes actes, contraire à la politique de mon gouvernement, à mes sentiments et de mon attitude jusqu'à présent. C. Rakowsky, Ambassadeur d'URSS en France. » (Le Petit Journal, 5 septembre 1927, p. 1)